



"SOLIDARITE INTERNATIONALE" - Bimestriel
Victor MANRIQUE - BP 22 - 64700 BEHOBIÉ
EDITE PAR LES GROUPES COMMUNE LIBRE.
Versements à P. MERIC, CCP 1.849.93 Mlle
Imprimerie CNT - 3, rue MERLY - TOULOUSE
Directeur de la Publication - V. Manrique
Dépôt Légal - 2^e trimestre 1974 TOULOUSE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

TRAVAILLER AVEC LA MEMOIRE

Puig Antich est mort. Puig Antich a été assassiné. Puig Antich sera vengé (puisque on ne l'a pas "sauvé") "Libérez notre camarade!" - "Ne garrotez pas notre camarade!" - S'il vous plaît! S'il vous prend la fantaisie soudaine de faire grâce! Laissez la vie à celui qui n'était qu'un obscur avant d'être entre les mains d'un étrangleur, à celui qui est un filon inespéré pour tous ceux qui se nourrissent de héros et de martyrs et qui alimentent l'Histoire de leurs lamentations impudiques sur le cadavre de ceux qui tentent de béculeverser cette même Histoire, et auxquels ils ferment aussi bien leurs portes que les colonnes de leurs journaux au moment premier où ils sont en plein combat.

Si on parle tant du mort, si on s'est autant désintéressé du vivant, c'est qu'il dérangeait ceux qu'il arrange bien aujourd'hui.

Et on fait un tel vacarme, qu'il me reste comme un remords de ce temps de silence si peu lointain où l'on envisageait encore ce qui pouvait être fait pour (et conséquemment avec) un combattant.

Puig Antich est mort parce que la Résistance, loin d'être une nostalgie, n'est encore que l'idéal d'un combat à faire naître, parce que la stratégie révolutionnaire, quand elle n'est pas l'apanage de "l'extrême-gauche du Capital", n'est pas encore parvenue et de loin, à l'envergure qu'elle devrait avoir à la mesure de l'échiquier politique international.

Puig Antich est mort parce que pion sacrifié comme tous les autres pions - que ce soit le CHILI (inutile en l'occurrence à la stratégie sud-américaine de l'URSS) comme l'Espagne toute entière (victime de la conspiration des socialismes nationaux "dans un seul pays" et du National-Socialisme un peu partout) - que ce soient tous les combattants libertaires ou tout simplement DE LA LIBERTE dans l'Histoire - il n'était que le misérable petit enjeu dans la course à l'ECHEC ET MAT de guerres froides en coexistences pacifiques.

Puig Antich condamné deux fois à mort par le franquisme, a été assassiné une première fois par le bourreau et meurt une seconde sous le verbiage puant de tous les polémiqueurs d'APRES COUP.

Je ne pleurerai pas, ni ne me fâcherai. TOUT REVOLUTIONNAIRE TRAVAILLE AVEC LA MEMOIRE; comme le dit Christian LAGANT(*) je ne combattrai pas pour "NADA".

(Lettre à LIBERATION - Pierre MERIC, - 14 mars 1974.)
(*) - Christian LAGANT dans LIBERATION du 12 mars 1974



Deux autres militants du M.I.L. Oriol Sole Sugranyes et José Luis Pons Llobet risquent entre trente ans de prison et la peine de mort. Le cinéma de la "libéralisation" est bien terminé et donc le pire redevient réalité quotidienne.

LES AMIS DE MES ENNEMIS

Depuis novembre 1963 se déroulent des manoeuvres militaires franco-espagnoles. Des débarquements ont lieu près de Carthagène, qui constitue la base logistique de ces exercices. Contre qui envisage-t-on de s'attaquer au moyen de tels débarquements? Pour défendre qui? Où donc envisage-t-on l'éventuelle nécessité d'un débarquement? (...)
Nous disions ceci il y a deux ans (meeting mutualité 16/4/72). La réponse depuis n'a fait que se confirmer. C'est contre "L'ENNEMI INTERIEUR", QUE CE SOIT LE PEUPLE FRANÇAIS COMME LE PEUPLE ESPAGNOL.
La large majorité des régiments de para-commandos se trouve concentrée vers la frontière espagnole. On apprenait en décembre 72 que les bases paras de TARBES et MONT-de-MARSAN servaient aussi de lieux d'entraînement aux barbouzes du S.A.C. (ESPOIR, 7/1/73).
Au niveau économique, l'offensive menée par le gouvernement français pour l'entrée de l'Espagne Franquiste au Marché Commun n'étonne même plus personne.
Mais il faut savoir que LA COLLABORATION EST DEJA REALITE. On ne compte plus les entreprises françaises qui s'installent en Espagne. L'industrie automobile française est plus particulièrement bien implantée. Rappelons d'abord CITROEN à VIGO (et les grèves contre ce patron français réprimées par les flics espagnols), et surtout RENAULT avec sa filiale RENAULT-FASA (200 millions d'investissements).
Il existe une COPEF (Conférence Permanente des Chambres de Commerce Espagnoles et Françaises) qui a son siège à Toulouse (au Palais Consulaire - 2, rue d'Alsace-Lorraine).
Cette COPEF a récemment organisé une conférence au sujet de l'informatique ayant pour thème fondamental: les Pyrénées ne sont plus une frontière. Quand on sait que l'informatique est une des pierres d'achoppement de la technique militaire actuelle, on comprend que les attributions de la dite COPEF puissent déborder de fait du domaine commercial.
Enfin la collaboration au niveau des polices (il serait plus exact de dire LA police) françaises et espagnoles n'a cessé de se confirmer.
Le 9 mars, le quotidien de Madrid "Informaciones" annonçait que des policiers espagnols pourraient être envoyés en particulier en France, afin de "protéger les biens et les personnes de l'Espagne".
Un démenti mitigé de notre ministère de l'intérieur a suivi. OR, IL NE FAIT PLUS AUCUN DOUTE QUE DES FLICS ESPAGNOLS OPERENT EN FRANCE, TOUT COMME IL EST CERTAIN QUE DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS SONT "FLIQUES" EN ESPAGNE.

LES AMIS DE MES ENNEMIS SONT BIEN MES ENNEMIS. Et ce n'est pas le gouvernement espagnol seul qui a garroté Salvador PUIG ANTICH.



HEBDOMADAIRE - ORGANE DE LA VI^e UNION REGIONALE DE LA C.N.T.F.

SALVADOR PUIG ANTICH assassiné froidement

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

On n'y croyait point, et pourtant le « Garotte VII » a été à nouveau utilisé contre un révolutionnaire espagnol.

A ceux qui prétendaient sereinement que le régime franquiste se libéralisait, les résistants et ceux qui appuient leur combat ont toujours répondu que « plus ça change et plus c'est pareil ». Ce qui surtout n'a pas changé, c'est la CONSPIRATION INTERNATIONALE DU SILENCE contre ceux qui mènent un combat radical contre l'Etat, un complot des marchands de soupe politicienne contre les anarchistes et les anti-autoritaires en général.

Il est clair que l'ACTION DIRECTE coordonnée, résolue et efficace, dans le cadre d'une solidarité internationale agissante, peut parvenir à abattre le régime franquiste et avec lui tous les gouvernements qui sont très rapidement devenus ses complices en fascisme inavoué (dont le nôtre).

Tel est, plutôt qu'une lame d'impuissance, le cri de révolition que nous avons à proférer.

On ne s'intéresse pas aux combattants uniquement quand ils saignent, comme l'ont fait toutes les organisations politiques ou pressées. Appuyons les révolutionnaires même si leur combat est anonyme et sans gloire, même si notre solidarité n'apporte pas de l'eau au moulin des diverses charognardises politiques.

« COMMUNE LIBRE. »



Les nazillons paradent et les rues de Toulouse ressemblent à celles de Barcelone...

Cette semaine, à Toulouse, a été plutôt chaude. Les nazillons s'étaient déjà annoncés par une attaque-éclair sur le Lycée Férmat, à la suite de quoi les lycéens ont interdit au G.A.J. et aux fascistes en général, toute expression politique dans le lycée. La Liberté ne consistait pas à faire n'importe quoi; elle ne va pas sans une reconnaissance mutuelle du droit d'expression d'opinion, de manière d'être. Et quand des groupes ou des individus, venant agresser d'autres groupes et individus qui ne les ont pas sollicités, il n'y a aucune atteinte à la démocratie si les agressés prennent l'initiative de se défendre et de buter hors de chez eux les exclusivistes de tous poils.

Par contre, au nom de la démocratie notre appareil policier joue l'arbitre suprême et autorise ainsi autant la présence NAZIE que le silence zutour de la répression en Espagne (aujourd'hui contre Salvador Puig Antich).

A cela dans le fond rien d'étonnant, la proportion d'anciens pétainistes parmi nos hommes d'Etat et de police est trop importante pour que quiconque, un tant soit peu conscient ne recuse à notre gouvernement toute prétention à se réclamer de la RÉSISTANCE.

D'autant plus que justement, ceux qui prolongent le caractère antifasciste du combat des résistants français (et souvent espagnols) sont réprimés avec enthousiasme, tandis que les petits enfants d'Hitler de Mussolini et de pépé Franco sont gentiment renvoyés à la maison jusqu'à la prochaine récréation.

Une provocation manifeste, consistant en un meeting télévisé de Paris sur Toulouse, auquel devait participer François Brigneau (l'homme qui récemment dans « Minute » a dénoncé « les amis de Cassou » et qui a obtenu 1 F de dommages pour avoir été traité de CRAPULE et de RACISTE dans

« Rouge ») — une provocation donc est montée.

Provocation manifeste ne serait-ce que par l'importance stratégique de Toulouse par rapport à l'Espagne.

La préfecture interdit la manifestation, et bien sûr aussi la contre-manifestation, apparemment pour éviter des troubles publics. Cinéma! Les nazillons toulousains profitent d'une conférence de catholiques intégristes à la salle Sénéchal, pour sortir avec leur attirail deux jours avant le meeting-Provoc. Mal leur en prend. Bientôt 250 militants révolutionnaires et passants se retrouvent pour leur faire comprendre que les animateurs d'un comité en faveur de Pinochet n'ont pas droit de cité chez nous et que beaucoup n'ont pas goûté les tortures infamantes infligées au peuple chilien — la mort de Victor Jara étant déjà un cas suffisant à l'interdit d'expression de « faire front » du G.A.J. et compagnie.

Le lendemain une manifestation de soutien à Puig Antich est convoquée; il y participe pas mal « d'amis de Cassou » et de gens qui ne se posent plus de questions sur la crapulerie et le racisme des ennemis de Cassou. C'est évidemment trop contrariant pour notre police qui interdit la manifestation, déverse ses bandes armées dans nos rues pour en même temps montrer qu'elle est un ami fidèle de Franco, qui capture des militants et des passants et met en forme un prof de fac (Maurel) au point que le lendemain il ne peut même plus tenir assis.

Ras-le-bol des passages à tabac, des insultes et de l'insolence des collabos et de leurs fils légitimes. De pseudo-résistants, nourris par la France travaillant avec eux en plein « solidarisme ».

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTI-FASCISTE! RIPOSTE RÉVOLUTIONNAIRE!



Depuis trois mois, les membres de l'ex-MIL sont en prison et c'est seulement maintenant, après le procès et dans le contexte politique que l'on sait, alors que l'un d'entre eux a été condamné à mort, que la gauche et les gauchistes s'en aperçoivent et descendent dans la rue.

POURQUOI ?

Parce que les révolutionnaires du MIL ne sont pas des "gauchistes". Parce que leur critique des lignes réformistes et patriotistes, du léninisme et de la bureaucratie les avait amenés à rompre avec les organisations "de base" qui voulaient noyauter les luttes et s'approprier les expériences menées en commun.

Parce qu'ils ont dénoncé les groupes politiques clandestins et les commissions ouvrières tenues par des staliniens qui n'aspirent en fait qu'à faire reconnaître leur "droit" à représenter les travailleurs dans le cadre de l'Etat.

Parce qu'ils refusaient d'entrer dans le jeu traditionnel de la politique.

Parce qu'ils avaient envoyé se faire foutre les représentants de l'assemblée de Catalogne venus les dissuader de continuer leur action.

Parce qu'ils remplissaient des caisses de grève avec le produit d'attaques de banques.

C'est pour toutes ces raisons que c'est seulement aujourd'hui que les organisations politiques en France s'aperçoivent de leur existence et vous invitent à descendre dans la rue. Parce qu'aujourd'hui cette action anti-fasciste s'insère dans une campagne de promotion publicitaire de la "gauche": une autre alternative à la gestion du capital.

S'ils font semblant de soutenir les emprisonnés de Barcelone c'est pour se soutenir eux-mêmes.

Il convient de dénoncer la mystification à laquelle se livrent les gauchistes qui soutiennent maintenant qu'ils sont condamnés ceux qui les ont toujours combattus. L'exploitation des victimes du Capital pour essayer de cacher la vérité est une pratique aussi infâme que courante chez ceux qui ne sont plus que l'extrême-gauche du Capital.

Antifascistes, démocrates, staliniens, en combattant le Capital et son organisation sociale c'est vous que le MIL combattait!

(Tract non signé distribué lors d'une manif à Paris début février 1974)

(Précisions sur le MIL barues dans RIVISTA A. de février 1974).

LE MIL.

Au sujet du Movimiento Iberico de Liberacion (MIL) il y a peu d'informations sûres; ceci est dû à la situation de clandestinité où se trouve l'opposition révolutionnaire espagnole dans son action, également à la faible consistance du MIL (qui, malgré son nom, n'est rien d'autre qu'un petit groupe), dû aussi à sa brève existence.

Celui-ci s'est en fait constitué en 1971 à l'initiative de quelques militants issus du groupe Nuestra Clase et d'autres jeunes éléments. Dès lors sa principale activité consista en de nombreux hold-up d'autofinancement que le dit MIL, dans quelques publications qu'il produira, revendiquera, démontrant ainsi une inconscience suicidaire parallèlement au courage et à la résolution montrés lors des "expropriations".

Ideologiquement le MIL (qu'improprement la grande presse a défini tantôt Movimiento de Izquierda Libertaria, tantôt Movimiento Iberico Libertario, semant ainsi la confusion), ne s'est jamais défini anarchiste ou libertaire, réfutant, selon ses dires, autant l'Anarchisme que le Marxisme "traditionnels". Le style et le contenu de ses textes rapprochent le MIL des groupes situationnistes. Ces derniers temps certains membres du MIL avaient pris contact avec les milieux anarchistes espagnols demeurant toutefois étrangers au mouvement anarchiste.

NOUVELLE VAGUE DE REPRESSION AU PORTUGAL.

Depuis plusieurs semaines une nouvelle vague de répression s'abat sur de larges secteurs de l'opposition portugaise. La présente série de procès et d'emprisonnements résulte de l'agitation publique qui a suivi la divulgation des massacres commis par l'armée coloniale portugaise au Mozambique notamment. Mais elle a aussi son origine dans les problèmes de sécurité intérieure posés par la multiplication des actions armées contre l'appareil militaire colonial, développées par des organisations de différents horizons politiques (ARA, Brigades Révolutionnaires, LUAR).

Cette intensification de la crise s'est aggravée lors de la dernière farce électorale pour le renouvellement de l'Assemblée Nationale (Octobre 1973), pendant laquelle le régime a utilisé la plus grande brutalité contre l'opposition en annulant ou dispersant des sessions électorales et en arrêtant des candidats.

A cela il faut ajouter les mesures prises contre des étudiants, universitaires et intellectuels. Ainsi: - Des dizaines d'arrestations et de procès contre des professeurs et étudiants dans tout le pays; - Huit professeurs de l'université de Coimbra poursuivis pour diffamations envers la police politique (DGS) - Jugement de 90 étudiants de différentes facultés de Porto sous l'accusation de participation à une manifestation pacifique, brutalement dispersée par les charges de la police; - L'étudiant Viriato Nunes, de la Commission Démocratique Electorale de Porto, condamné pour distribution de tracts; - Le procès des "Trois Maries", auteurs d'une oeuvre littéraire, "Les Nouvelles Lettres Portugaises"; - Le procès contre l'écrivain et journaliste Artur Portela Filho, pour son 3^e volume de "A Funda"; - Suspension de trois journaux au Mozambique; - Suite du procès contre des militants de l'ARA, qui a organisé de nombreux attentats contre des installations militaires et civiles liées à la guerre coloniale.

D'un autre côté, l'arrestation à Lisbonne de Hernânio da Palma Indácio et de plusieurs de ses camarades appartenant à LUAR (Ligue d'Union

et d'Action Révolutionnaire), cherche à bloquer la montée du processus révolutionnaire visible depuis 1962.

Profitant de cette arrestation, la police a élargi la répression à de nombreux secteurs de l'opposition, notamment les milieux catholiques progressistes particulièrement visés depuis quelques temps, par l'action coercitive du gouvernement Caetano.

Pour ne citer que les cas qui ont le plus frappé l'opinion publique, rappelons les persécutions et les peines infligées à un groupe de prêtres du Mozambique qui avaient dénoncé les massacres commis par l'armée coloniale portugaise, tout comme les cas de différents autres prêtres, au Portugal même, tel le prêtre Mario, de Macieira de Lixa, qui passe en jugement pour la deuxième fois en quelques mois, pour avoir dénoncé la guerre coloniale menée par le gouvernement.

De plus, plusieurs personnalités catholiques progressistes sont aussi atteintes par cette vague répressive, parmi lesquelles Manuel Serra, ancien dirigeant de la JOC, qui a participé en 1962 à l'insurrection de Beja, sa femme, l'architecte Nuno Teotónio Pereira et d'autres encore.

Dans le secteur de l'extrême-gauche, le procès contre des militants du MRPP (Mouvement Réorganisateur du Parti du Proletariat) se poursuit, en même temps que des actions répressives sont déclenchées contre les éléments les plus combattifs de l'Ordre des Médecins, accusés d'avoir soutenu une grève de médecins qui voulaient un changement radical des conditions hospitalières.

Le successeur de SALAZAR montre qu'il n'hésite pas dans l'emploi des moyens traditionnels du fascisme. Il est urgent que l'opinion mondiale sache le danger de mort qui pèse sur ces militants. Le gouvernement Caetano n'a jamais hésité à faire détruire physiquement les militants les plus résolus.

(Ce document a été signé par un grand nombre de démocrates portugais exilés en France.)

PARIS, le 10 décembre 1973.

Succursale de Banque rue Mayor de Sarria, attaquée le 6 juin 1973, dans le "style Fupamaros" - butin, 244.000 pesetas.



A travers les brochures publiées dans leurs éditions MAI 1937, on retrouve des titres anarchistes comme marxistes, et la même confusion se rencontre dans leur bulletin, dans lequel on retrouve, entre autre, l'exaltation de la défunte "bande Baader-Meinhoff" et de la Brigade Rouge l'histoire de l'anarchiste Sabaté ("El Quico"), bandes dessinées porno-politiques, etc...

Le MIL s'est dissout en 1973.

accion directa

A TOUS LES COMPAGNONS,
A TOUS LES REVOLUTIONNAIRES,
A L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE.

Les groupes anarcho-syndicalistes d'ACCION DIRECTA expriment leur complet accord avec l'acte de justice subi par Luis CARRERO BLANCO, président du gouvernement du régime de bourreaux et d'assassins fascistes qui opprime et exploite le peuple espagnol.

Après le million de morts provoquées par la rébellion militaire du 18 juillet 1936, après les milliers de militants ouvriers et révolutionnaires fusillés, garrotés, assassinés chez eux, dans les rues, après les centaines de résistants passés par les armes grâce à la complaisance des prétendues "démocraties", dans les années 1945-62, et plus récemment après les lâches assassinats de militants révolutionnaires dans les commissariats, l'exécution du dauphin de la "Momia del Pardo" constitue une réponse adéquate, bien que partielle et insuffisante, à l'escalade répressive par laquelle le régime essaie désespérément d'imposer la continuité et de préserver ses structures chancelantes contre l'impatience et la colère populaires.

Après l'acte de justice subi par l'Amiral, de mauvais moments sont à prévoir pour la galère fasciste verrouillée. Tandis que dans les hauteurs du pouvoir, est prévisible une lutte intestine entre les factions pour le contrôle de l'appareil étatique, les tâches actuelles du mouvement populaire révolutionnaire se profilent avec une suffisante clarté; créer les conditions pour la réalisation d'une grève générale insurrectionnelle et révolutionnaire qui balaie une fois pour toutes l'exploitation capitaliste et l'oppression étatico-fasciste.

Dans les services, dans les usines, à la campagne, dans les quartiers, dans les écoles, lycées et universités, dans chaque recoin d'Espagne, aucune consigne en contradiction avec ce but!

Contre un régime qui est né et a prospéré dans le sang du peuple travailleur, l'ACCION DIRECTA populaire révolutionnaire est l'unique instrument efficace que possèdent les exploités et opprimés pour en finir une fois pour toutes avec les tyrans.

CONFERENCES ET MEETINGS.

A la faveur de plusieurs réunions publiques depuis janvier dernier nous avons pu faire circuler plus directement l'information, l'analyse, le débat sur les cas Puig Antich et Marini et sur les initiatives de solidarité.

Ce fut le cas à Nîmes-Montpellier, à Brest, Paris, Tarbes, Bordeaux, Clermont-Ferrand... même si l'objet central n'était pas toujours celui de la solidarité. Bien que nous ayons souvent estimé illusoire la propagande pour Salvador Puig Antich, nous estimons nécessaire le fait de communiquer à tout moment l'information à ceux qui, comme nous, se sentent concernés et se posent la problématique de notre impuissance.

Nous participerons aux meetings de Perpignan (7 avril), de Paris (avril) de Montpellier (1^{er} mai).

-000-

LE PROJET "COMMUNE LIBRE"

Il consiste non seulement en trois séries d'éditions:

- revue "COMMUNE LIBRE"
- "SOLIDARITE INTERNATIONALE"
- série de bouquins sous le titre de "PAROLES ET COMBATS" dont le premier volume (en préparation) sera consacré à LA REVOLUTION MEXICAINE et R.F. MAGON - mais également en tout un volet d'activités (information, locaux de contact libre, imprimerie, conseils, coordination-échange des initiatives).

Nous démarrons avec peu de moyens, et pourtant ce peu demandé n'est pas encore obtenu.

Nous ne faisons pas appel à CHARITE, mais à SOLIDARITE, parce qu'il est toujours temps d'appuyer un combat, pour l'aider et même participer de son développement vers une réussite et non une action suicidaire.

Notre audace consiste à faire beaucoup avec très peu, Et c'est la nécessité de tout combat révolutionnaire !

SOUSCRIPTION PROJET C.L. - 100 F donnant droit à toutes nos publications sur un an.

Versements à Pierre MERIC - CCP 1.849.93 - MARSEILLE.

Correspondance - "COMMUNE LIBRE" - BP 521 31011 - TOULOUSE CEDEX.



Soldats chiliens devant le Palais de la Monéda (résidence du Président de la République) lors d'une réception officielle. En Amérique latine, le Chili fait exception : son armée a toujours été du côté du gouvernement légal.

Cette image et son commentaire étaient parus dans le cadre d'un reportage plutôt prophétique de "La Vie Ouvrière" du 18 mai 1973 : "L'hiver Chilien sera-t-il chaud?" et aussi "Au Chili, le temps ne travaille pas pour la réaction." QUEL GOUT AMER ON EPROUVE EN PROCLAMANT MALGRE TOUT: "Chile, Chile, SOLIDARIDAD."

(A) RIVISTA ANARCHICA

Nous diffusons RIVISTA (A) en France, revue anarchiste d'Italie, dont nous reproduisons souvent textes et informations. (la photo de Marini en p. 4 nous a été communiquée par RIVISTA (A)). On peut nous commander le dernier numéro contre un envoi de 3 F en timbres à la BP de Commune Libre.

C ANTE J ONDO. -000-000-000-000-000-000-000-

Association loi de 1901 - 28, rue VALADE - 31 - TOULOUSE. OUVERT TOUS LES APRES-MIDIS - On favorise l'expression et la culture libres et tout projet et on s'intéresse autant à l'Espagne de la Liberté (face à l'Espagne de Franco) qu'à : la presse parallèle, l'édition, la musique, les artisanats, les bouquins, les contacts, échanges, informations.

L'AUTRE GRECE

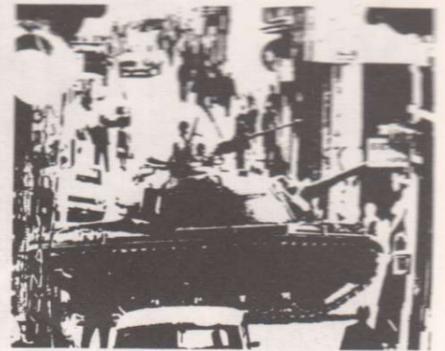
REPRESSION.

Depuis le 17 novembre, aussi bien sous Papadopoulos que sous Ghizikis, tout est fait par les autorités pour instaurer en Grèce un climat de terreur. Un nombre inconnu de personnes ont été arrêtées, soit en relation avec les événements, soit pour des activités politiques antérieures, soit tout simplement pour des idées de gauche et notamment communistes.

Il s'agit donc de faire des exemples, de créer dans les milieux des opposants un climat d'insécurité et de peur. On arrête même de préférence des démocrates qui étaient en prison il y a quelques mois encore pour faits de résistance et avaient été libérés en vertu de la récente amnistie.

UN MILITANT EN DANGER.

Les personnes dont la santé a été brisée à cause des sévices antérieurs ne sont pas épargnées. Au contraire. Citons, parmi d'autres, le cas alarmant de Nikos Kiaos. En 1968, alors qu'il était en fin d'études à la faculté des sciences, il a été arrêté pour participation à l'organisation de résistance Rigas Feraios, sauvagement torturé dans le camp militaire de Dionysos et condamné à 12 ans de prison. Les sévices subis lui ont laissé des troubles d'équilibre chroniques. "Il est un homme fini", avaient dit les médecins à l'époque. Il avait 25 ans. Son état de santé avait motivé sa libération anticipée, peu avant l'amnistie de l'été dernier. Depuis il travaillait comme journaliste au quotidien anglophone ATHENS NEWS. Arrêté de nouveau en novembre et détenu pendant un mois dans la prison militaire de Boyati, il se trouve actuellement dans le camp de Yaros à la sinistre renommée. LES ASSOCIATIONS DE JOURNALISTES ET LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE EN FRANCE DOIVENT ENTREPRENDRE DES DEMARCHES POUR OBTENIR SA LIBERATION IMMEDIATE. IL FAUT SAUVER NICOS KIAOS !



DENONÇONS LA REOUVERTURE DU CAMP DE YAROS.

Les nouveaux dirigeants de la Grèce sont très inquiets devant un fait qu'ils n'avaient pas prévu: la répression n'a pas eu raison de la combativité du peuple; la nouvelle intervention des militaires n'a rien résolu. Aussi, ont-ils décidé de recourir à des mesures considérées comme efficaces, et ils rouvrent le camp de concentration de l'île de Yaros (ou Youra) dont la réputation n'est pas à faire. Cette île, utilisée comme lieu d'extermination lente déjà à l'époque des Romains, avait beaucoup servi pendant la guerre civile et en 1967. Papadopoulos avait dû finalement fermer le camp sous la pression de la croix-rouge internationale qui estimait particulièrement insalubres les conditions de vie sur l'île. Sans évoquer des questions comme la nourriture, les soins médicaux, les mauvais traitements, il suffit d'examiner les données géographiques et climatologiques de l'île pour comprendre pourquoi elle a été choisie de nouveau comme lieu de déportation.

(Ces informations sont extraites de la revue "L'AUTRE GRECE" HIVER 1974 qui contient en particulier des récits sur la révolte de novembre. L'AUTRE GRECE - BP 65-14 75662 PARIS CEDEX 14.)



EN ISRAEL, Plusieurs jeunes anarchistes arrêtés pour incitation au refus du service militaire.

19 décembre 1973 - Plusieurs membres du groupe anarchiste "Front Noir" sont arrêtés. Ils ont tous entre 17 et 26 ans. Ces militants sont accusés d'incitation à la révolte parmi les lycéens de Tel Aviv et du centre du pays. Dans leur brochure, ils demandaient aux étudiants de refuser le service militaire et "insultaient le drapeau national". L'existence du groupe a été établie après que le directeur de l'école soit allé aux services de sécurité pour se plaindre. Un garçon de 17 ans a été conduit au tribunal et a été accusé d'incitation à la révolte. Il a été relâché provisoirement. La police recherche d'autres "rebelles". (I&P)

(Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) à Madrid et en Guipuzcoa, à différents groupes libertaires et anarcho-syndicalistes en Catalogne et à Madrid principalement (parmi eux; David URBANO, Oriol SOLE José Luis PONS, Antonio CANESTRO, M. Angustias MATEOS, M. Luisa PIQUILLEN Emilio PARDINAS, Santiago SOLE, F. Javier GARRIGA, Salvador PUIG ANTICH, etc...). La police a pu surprendre également une réunion de "l'Assemblée de Catalogne" (organisme unitaire de l'opposition bourgeoise réformatrice, des carlistes aux communistes) incarcérant 113 personnes actuellement en attente du procès.

Toutes ces arrestations ont été suivies de tortures, de violences nouvelles et d'assassinats de sang-froid. C'est le cas de Cipriano MARTOS, militants du PCE (ml), assassiné à REUS par la Garde Civile qui lui a fait boire une bouteille d'essence durant l'interrogatoire au commissariat, et c'est aussi le cas du militant de l'ETA Jesus ARTECHE, assassiné le 6 décembre à Saint-Sébastien, dans des conditions très voisines de celles qui firent perdre la vie à un autre militant de l'organisation révolutionnaire basque, Eustaquio MENDIZABAL, assassiné lâchement d'une balle dans la tête, alors qu'il était blessé, menottes au poignet.

La justice franquiste agit non moins frénétiquement. Tandis que se déroule un procès contre les aspirants bureaucrates de la fraction réformatrice des commissions ouvrières d'autres procès et conseils de guerre ont lieu ou bien sont annoncés.

Nos compagnons Andrés RUIZ GRIMA et Eduardo VALERA ont été condamnés respectivement à 5 ans et à 2 ans et trois mois de prison. Par ailleurs on annonce le procès contre les grévistes d'El Ferrol (grève durant laquelle 2 ouvriers furent assassinés et trente autres blessés) à VIGO à San Adrian del Besos (où tomba lâchement assassiné l'ouvrier Fernandez MARQUEZ) contre les militants de l'UGT (Union Générale des Travailleurs) et de l'USO (Union Syndicale Ouvrière), contre les ouvriers de la construction à Madrid contre le jeune camarade David URBANO, qui a été arrêté à nouveau après avoir subi une peine de 4 ans de prison.

Mais là où la solidarité révolutionnaire et démocratique internationale est nécessaire et doit se manifester au plus vite c'est par rapport au Conseil de Guerre qui aux premiers jours de Janvier doit juger trois camarades accusés d'appartenir au MIL (Movimiento Iberico de Liberacion).

Par-delà tout dogmatisme sectaire paralysateur, par-delà toute illusoire et mensongère perspective réformatrice, organisons les funérailles de l'exploitation et de la dictature en Espagne.

Mais l'urgence et la nécessité de ces tâches et la mort d'un tyran ne doivent pas nous faire perdre de vue le devoir fondamental de la solidarité anti-répressive. Pour cela; NOUS APPELONS TOUS LES COMPAGNONS ANARCHISTES DU MONDE, TOUS LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES AINSI QUE L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE pour qu'ils appuient les importantes luttes antirépressives qui demeurent constantes dans notre pays et que les faits récents rendent plus aigües, difficiles et nécessaires, pour éviter la vengeance fasciste.

Ces derniers mois les détentions se sont succédées à un rythme et une importance croissants dans toutes les villes de l'Etat espagnol: diverses personnes accusées d'appartenir à la L.C.R. (Ligue Communiste Révolutionnaire) à Madrid et Barcelone, à l'E.T.A. au Pays Basque, au PCE à Séville, au PCE(ML) à Barcelone, au FRAP (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote) à Valence, au PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) aux Canaries, à l'ORT

POUR UN DE CES CAMARADES, SALVADOR PUIG ANTICH, LE POUVOIR REQUIERT DEUX PEINES DE MORT.

Le camarade PUIG ANTICH est accusé d'avoir tué un policier qui essayait de l'arrêter. La vérité est que ce camarade s'est vu obligé d'agir en légitime défense, après avoir été traîné sous un porche par les policiers et après qu'ils aient commencé à le frapper sadiquement et brutalement avec leurs pistolets.

L'accusation requiert deux peines de mort, et ne doutons point qu'après l'attentat contre le fasciste Carrero BLANCO le pouvoir tâchera d'accomplir sa vengeance sanguinaire.

Seule la solidarité active et résolue de tous les révolutionnaires et de tous les partisans de la liberté et de la dignité du peuple espagnol peut éviter cette nouvelle sauvagerie de la dictature!

Une mobilisation massive internationale est nécessaire et urgente pour arracher cette nouvelle vie au "GARROTE VIL", pour éviter cette nouvelle démonstration de la barbarie étatico-fasciste! (...)

Groupes Anarcho-Syndicalistes Espagnols (clandestins) de ACCION DIRECTA. (21 décembre 1973)



Notre compagnon Etienne est actuellement incarcéré à Bordeaux pour insoumission. En France, de nombreux jeunes refusent l'armée; (objecteurs qui n'acceptent pas l'affectation à l'ONF, insoumis, déserteurs...) ou luttent contre elle au sein de groupes et comités qu'ils forment eux-mêmes. Ils combattent cette armée française qui justement a pour but de lutter efficacement et radicalement contre "L'ENNEMI INTERIEUR" même et surtout si cet "ennemi intérieur" est celui des gouvernements fascistes de par le Monde. COMBATTRE L'ARMEE FRANÇAISE C'EST AUSSI FAIRE ACTE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE.

DERNIERES MINUTES =

PROCES MARINI. Des incidents graves ayant marqué la session du 13 mars du procès MARINI l'audience a été renvoyée. Le lendemain un grand meeting s'est tenu à SALERNE, car tout est à redouter pour la suite de la part de la "justice" italienne, (en particulier un changement du lieu du procès).

---000---

Communication directe du Portugal à la CRIFA (Commission de Relations de l'Internationale de Fédérations Anarchistes) - 12 mars 1974.

Des bruits circulent au Portugal au sujet d'un coup d'Etat imminent. Les militaires seraient en état d'alarme. Des controverses ont éclaté entre les hauts gradés de l'armée sur la conduite de la guerre dans les colonies (Guinée, Angola, Mozambique). Deux thèses se heurtent; celle qui voudrait concéder l'autonomie aux trois territoires et les insérer dans une "Fédération des Etats Portugais" - concession refusée par les Mouvements de Libération des trois régions africaines - et celle des "généralistes" et des "ultras" qui veulent maintenir le statu-quo. A ce qu'il paraît cette situation aurait provoqué un conflit entre le chef de l'Etat, THOMAS, et le premier ministre CABRANO.

Le 28 février le procès s'est ouvert à SALERNE. De nombreux compagnons étaient présents, mais malgré l'appareil policier mis en place et les nombreux fascistes en ville, il n'y a pas eu d'incident grave.

MARINI est accusé d'homicide volontaire; son compagnon Mastrogiovanni et un "squadriste" sont accusés de participation à une rixe grave. Le collège de défense de nos compagnons est de six avocats. Parmi les défenseurs du "squadriste" on trouve DE MARSICO qui fût Ministre de la Justice du pouvoir MUSSOLINIEN.

Au cours de la première séance Mastrogiovanni a expliqué le déroulement des faits. Mastrogiovanni est non seulement accusé mais aussi partie civile puisqu'il avait été blessé. Marini est arrivé dans la salle menottes au poignet et a refusé de se les faire enlever pour protester contre l'isolement dans lequel on l'a maintenu.

Giovanni MARINI fait preuve d'un moral élevé, et malgré ses deux années de prison il conserve toujours la même volonté de lutte.

Marini a rendu compte au tribunal de la série de provocations dont il avait été l'objet. Le juge demandant pourquoi il n'en avait pas informé la police, Marini a répondu qu'en tant qu'Anarchiste il ne s'en remet pas à la police pour combattre le fascisme mais uniquement aux ouvriers et aux paysans.

---000---

L'audience du 4 mars du procès Marini a été riche en événements. En premier lieu on a retrouvé le couteau qui avait été perdu dans le cours de la dernière audience. Ce couteau devrait être celui que Marini a utilisé pour se défendre, or il ne l'a pas reconnu comme sien, (le couteau retrouvé est beaucoup plus long que celui qu'il avait). En réalité le soir de l'agression il y avait beaucoup de couteaux. Autre fait important: le tribunal a rejeté une instance des défenseurs de Marini articulée en trois points; 1) interroger toutes les personnes dont les noms ont été cités pendant les interrogatoires de Marini; 2) appeler à déposer le préfet d'alors; 3) appeler à témoigner Gennaro Scariati, l'ami de Marini présent lors de l'agression et qui s'était constitué prisonnier après la mort de Falvella; il fût arrêté puis relâché peu après au bénéfice d'un non-lieu. Le tribunal a surtout refusé sur ce dernier point prétextant qu'on ne peut appeler à témoigner quelqu'un qui a fait l'objet d'un non-lieu.

Un grand moment de tension est survenu durant l'interrogatoire de MARINI du fait de l'avocat fasciste DE MARSICO. Celui-ci a posé des questions à Marini sur ses études. Notre compagnon, surpris par ces questions, a répondu ironiquement. DE MARSICO l'a brutalement repris en disant "réponds sans rire!", mais Marini lui a aussitôt rétorqué "je souris au Ministre de la justice fasciste, au collaborateur du Code Rocco, au criminel". L'accusation a immédiatement réagi, demandant que toute la phrase soit verbalisée.

La seconde audience a été longue et entrecoupée de fréquentes disputes entre le collège de défense et les avocats de la partie civile. 35 témoins ont été entendus parmi lesquels le maréchal de carabiniers UCCI (très embarrassé par les questions de la défense), qui avait effectué le premier procès-verbal des faits.

L'audience du 6 mars a elle aussi été très longue. Vingt témoins sont passés à la barre dont le père du fasciste Falvella qui a dit entre autre que son fils connaissait bien Marini.

7 juillet 72 = L'AGRESSION.

Voici la transcription de la lettre envoyée par Giovanni Marini, à l'occasion de l'assassinat du compagnon Mario Luppo de Parme, où il cite les circonstances dans lesquelles, le 7 juillet, il fut agressé par des fascistes, vit un compagnon tomber sous leurs coups, et fut contraint de se défendre...

(...) RUMOR lui-même oublie de quel côté se trouve en réalité la violence, oublie l'évolution croissante de la provocation fasciste qui touche les usines et les universités; dans le rapport à la chambre sur la fin du jeune Falvella non seulement il s'associe au sentiment de "douleur" du parlement, mais il exclut de la façon la plus catégorique la supposition que la Questure de Salerne ait construit une version erronée des faits. Il oublie que, premièrement, il a été dit que sur ce point, des versions très imprécises avaient été établies faute de témoignages sérieux. Je me demande comment la Questure a pu établir cette version sur le témoignage donné par Alfinito. Celui-ci transporté à l'hôpital de Salerne, se servira subitement du conseil de ses avocats que les agents laisseront passer sans nomination ni permission judiciaire. Ils étaient accompagnés de tout un groupe de matraqueurs fascistes qui passaient et repassaient autour du lit du compagnon Mastrogiovanni, blessé à la cuisse par les couteaux de ses agresseurs.

Les fascistes le menaçaient et le bouscullaient sous le regard distrait des agents, bien qu'il eût à plusieurs reprises tenté d'attirer leur attention.

Alfinito déclara, à propos de la blessure de Mastrogiovanni, que lui et Falvella avaient vu le couteau tomber de ses mains et rebondir sur le sol, tandis que Mastrogiovanni le premier, restait à terre, sanglant c'est à ce moment-là que je me défendis en reculant, frappant superficiellement, cherchant à le protéger et à me protéger aussi. Puis le couteau alla se planter dans la cuisse du compagnon.

La vérité est qu'au cours de cette soirée, j'avais reçu, avec le compagnon Scariati, de nombreuses provocations que nous n'avions pas relevées, convaincus du contenu politique de la bagarre; nous étions aussi au courant qu'une bande de matraqueurs d'Avant-Garde Nationale et du MSI se trouvait dans un bar où je reçu d'ailleurs un violent coup d'épaule.

(...)

Au moment où nous avons rencontré Mastrogiovanni, nous avions déjà oublié ce fait, bien que restant convaincus que ce jeu de provocations et de bousculades était destiné à attaquer à travers ma personne tout le groupe anarchiste de Salerne, qui a toujours été le plus fort, le plus vigilant et le plus attentif à ne pas tomber dans les provocations.

Et même à la rue Velia, au moment où les fascistes nous provoquèrent, Scariati et moi poursuivîmes notre chemin, sans tomber dans leur piège. Parvenu à quelques mètres de là, je m'aperçus que Mastrogiovanni n'était plus à mes côtés, qu'il était attaqué et à terre. J'accourus à son aide, ce qu'Alfinito reconnaît bien que j'ai refusé de lui parler au cours des confrontations il n'a pas nié le fait que mon intervention était survenue après le début de la bagarre." (...)

L'agression du 7 juillet sera la conclusion d'une série de provocations que les fascistes avaient mise en oeuvre contre Giovanni MARINI. Cette histoire a tous les aspects (cf. documents dans les actes de procédure), d'une opération systématique, conduite avec méthode et détermination, afin de parvenir à supprimer un adversaire politique.

Il ne s'agit pas uniquement d'un règlement de comptes personnel entre Marini et les fascistes. A Salerne, les élections du 7 mai marqueront le début d'une situation qui deviendra de plus en plus surchauffée, jusqu'au moment de l'agression du 7 juillet, pour culminer en un véritable Etat de siège, instauré par les bandes fascistes, dans une atmosphère de terrorisme et d'actions commando.

Le Procureur de la République a été forcé d'ouvrir une enquête en novembre dernier sur le néo-fascisme à Salerne, après avoir assemblé une avalanche de témoignages recueillis à partir du mois de novembre, sur les intimidations, les menaces et les actions commandos. Ces actions sont la confirmation des plans d'Almirante, qui avait prévu de faire de Salerne la base fasciste du centre-sud de la péninsule.

LIBERTA' PER MARINI

